

Face à l'inacceptable : ayons le courage d'aider nos présidents !

Communiqué du SNESUP-FSU de l'Université de Strasbourg,

à l'occasion de la visite de la ministre Frédérique Vidal

(Le 12 avril 2019)

Malgré des propos rassurants dans la presse ("[L'Université n'appliquera pas la hausse des frais d'inscription pour les étrangers](#)"), puis ("[Hausse des droits d'inscription des étudiants étrangers : l'opposant Michel Deneken persiste et signe](#)"), le Président Michel Deneken a en réalité dû accepter sans réserve cette mesure.

Comme il l'indique lui-même, il faudra se contenter de "*mesures réduisant au maximum l'impact réel sur les étudiants qui voudront venir chez nous l'année prochaine*", c'est-à-dire tout simplement agir au mieux des intérêts de l'université, dans le cadre légal imposé par le ministère, qui est contraire à ces intérêts, et sur lequel nous n'avons eu aucune prise.

En effet, les deux concessions obtenues (exonération des doctorants et des étudiants déjà inscrits) ne sont qu'un classique [porte-au-nez](#), faisant partie du plan de communication du ministère visant à faciliter l'acceptation de cette réforme.

Mais, même avec ces aménagements, cette mesure porte atteinte à nos valeurs les plus fondamentales : la tradition d'accueil des étudiants étrangers et le droit d'accès pour tous à l'éducation. Elle ne nous rapportera rien financièrement, comme l'a déjà annoncé le ministère aux présidents d'université. Par contre, et comme l'affirme le président, elle aura pour conséquence "*d'organiser une sélection par l'argent, de mettre en danger certaines formations, [et] de réduire l'influence de la France dans le monde*"

Il se pose donc une question de principe, de valeur et d'honneur, mais aussi une question très pragmatique de rapport de force avec un gouvernement hostile aux services publics et à la gratuité.

Toutes les possibilités de dialogue ayant été épuisées face à un gouvernement autoritaire et [expert dans l'art du mensonge](#), nous sommes acculés aux actions concrètes. Que nous le voulions ou non, ne rien faire est une action concrète d'acceptation. La seule façon qu'il nous reste pour exprimer notre désaccord est aujourd'hui **la mise en jeu de nos mandats et responsabilités afin d'aider nos présidents à gagner ce rapport de force avec le ministère.**

Que chaque membre de notre communauté universitaire - à Strasbourg et partout ailleurs -, des présidents d'association étudiante au président de l'université, des vice-présidents aux chargés de mission, en passant par les responsables de composante, de laboratoire, d'équipe et de formation, décide si sa responsabilité est plus importante que l'enjeu éthique et politique de l'accueil des étudiants dans nos universités et par conséquent de l'avenir même de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. La somme de ces choix individuels décidera de notre avenir collectif.

Osons le courage de la démission!

Notre démission plutôt que l'infamie d'une éducation devenant le patrimoine de certains et excluant le plus grand nombre ! Il est temps de faire savoir à la ministre et au gouvernement notre refus d'une mesure inique, qui déshonore l'Université française et tout notre pays.